

Théo Clément : « Pourquoi les Nord-Coréens conservent-ils, de manière paradoxale, une culture du secret tout en ayant une insatiable curiosité pour les pratiques étrangères ? »



Entretien réalisé par Jean-Christophe Noël | 23 octobre 2026 | ENTRETIEN



Théo Clément, docteur en Sciences politiques et en économie de l'Asie orientale, chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales et spécialiste du développement économique de la Corée du Nord, décrypte pour Le Rubicon l'évolution politique du pays depuis le « règne » de Kim Il-sung ainsi que les spécificités du régime de Kim Jong-un, entre fascination, contrôle et culte de la personnalité. Il analyse également l'ouverture de la Corée du Nord sur le reste du monde et notamment ses relations diplomatiques et commerciales avec les États-Unis, la Chine et la Russie. Enfin, Théo Clément examine le rôle joué par la Corée du Nord dans les grands enjeux contemporains, tels que la guerre en Ukraine et l'armement nucléaire.

Le Rubicon : Vous êtes un spécialiste reconnu de la Corée du Nord. Pourquoi avoir choisi d'étudier ce pays ?

Réponse facile : existe-t-il un pays au monde plus fascinant que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) ? J'admets volontiers que mon intérêt initial pour ce pays ait pu tenir de la curiosité d'un jeune homme pour « un pays dont on ne sait rien ». Mais je me suis vite rendu compte qu'énormément de choses sont en fait connues sur la Corée du Nord. Mon questionnement en tant que chercheur en sciences sociales s'est progressivement épaissi et complexifié avec des interrogations finalement peu énoncées sur la RPDC : pourquoi persiste-t-on à percevoir ce pays comme mystérieux ? Pourquoi les Nord-Coréens conservent-ils, de manière paradoxale, une culture du secret tout en ayant une insatiable curiosité pour les pratiques étrangères ? Tout chercheur rentre toujours de RPDC avec beaucoup plus de questions que de réponses et la perspective d'avoir un champ d'étude inépuisable est vraiment grisante.

La Corée du Nord permet aussi une « remise à plat réflexive » sur les pratiques de la recherche en sciences sociales : si vous marchez dans Pyongyang, il vous est littéralement impossible de ne pas tenter de faire sens de tout ce que vous observez autour de vous. Vous associez forcément tel comportement que vous notez au contexte politique, culturel, économique ou

autre. Mais rien n'ira jamais « de soi ». Un étranger qui visite la Corée du Nord a nécessairement besoin de cette quête de sens. Ce réflexe, qui est à la fois le meilleur allié, mais aussi le pire ennemi du chercheur (la recherche de sens spontanée se résume souvent à de la maïeutique du pire stéréotype), est souvent remobilisé sur d'autres terrains (Europe, Afrique, etc.) par les chercheurs familiers de la RPDC, là où il est peut-être plus naturel d'ignorer très naïvement les différentes contraintes et pesanteurs culturelles, économiques, administratives ou autres sur les groupes et les individus. C'est la raison pour laquelle beaucoup de spécialistes expérimentés du pays parlent de la Corée du Nord comme d'un pays assez « banal » (Bruce Cumings le montre bien en donnant comme titre à un de ses livres : *North Korea : Another Country*). Par ailleurs, le système de la RPDC ainsi que les hommes et les femmes qui y vivent n'échappent pas aux lois des sciences sociales utilisées pour déchiffrer n'importe quel autre pays du monde. Se confronter à la RPDC comme objet d'étude constitue un retour sain et réflexif sur les questions les plus fondamentales en sciences sociales qui valent pour toutes les sociétés.

Vous nous dites que beaucoup de choses sont connues sur ce pays. Cependant, l'ouverture de la Corée du Nord sur le monde extérieur est très réduite. Quelles sources utilise-t-on pour recueillir les données indispensables à toute réflexion ?

« L'ouverture » nord-coréenne a beaucoup évolué historiquement. Paradoxalement [le pays n'a jamais été aussi fermé que depuis janvier 2020](#), avec [le lockdown causé](#) par [le Covid](#), dont la RPDC n'est toujours pas complètement sortie. Ceci étant, la perspective de l'accès aux sources se pose depuis des décennies et les chercheurs jonglent avec différents faisceaux d'informations selon les périodes. Tout d'abord, il n'est pas impossible, même aujourd'hui, d'aller en Corée du Nord. Certains de mes collègues, ayant diverses nationalités, sont sur place actuellement. Évidemment, les Chinois et les Russes bénéficient d'un accès relativement privilégié au territoire. La communauté d'étudiants chinois *leake* d'ailleurs assez régulièrement des photos qui ne correspondent absolument pas aux canons politico-esthétiques nord-coréens, sans que de telles initiatives semblent poser particulièrement de problème.

Ensuite, les Nord-Coréens [ne publient pas de statistiques de manière fiable et systématique depuis les années 1960](#), mais parfois, on peut être surpris par la diffusion de documents techniques fourmillant de contenus inédits, écrits notamment par les partenaires nord-coréens du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou les chercheurs universitaires nord-coréens. Les médias nord-coréens (tous entièrement contrôlés et dirigés par les sphères du pouvoir) ont aussi bien saisi [la fascination qu'exerce leur pays](#). Ils aiment mettre en scène les cercles dirigeants (ce dont raffole la communauté OSINT– Open Source Intelligence) et tease souvent des messages clés pour qui sait les trouver. La communauté de « défecteurs » est évidemment une autre source de tout premier ordre, mais le nombre de ceux qui fuient leur pays chute de manière tendancielle depuis plusieurs années.

Enfin, l'usage de l'imagerie satellite a ouvert des pistes très intéressantes, que ce soit pour nourrir des « enquêtes » ou pour compléter des travaux plus universitaires et systématiques. La luminosité visible sur [les images satellites nocturnes](#) aide à mieux comprendre l'évolution de l'activité économique, par exemple.

Aujourd'hui, peut-on dire que le régime en Corée du Nord est toujours communiste ?

Oui et non. L'idéologie nord-coréenne a toujours été assez unique et pragmatique, voire opportuniste. Certains traits hérités du nationalisme post-colonial, historiquement né à gauche en Corée du Nord, sont identifiables mais ils se sont progressivement fossilisés dans une forme de nationalisme beaucoup plus traditionnel. Le développement économique et l'amélioration des conditions de vie de la population sont deux objectifs qui ont perduré au cours de l'histoire, mais le pouvoir semble avoir clairement accepté, voire encouragé, l'idée que certaines inégalités économiques pouvaient avoir un rôle stimulant pour le développement économique. C'est par exemple le cas du fossé béant qui sépare les villes des campagnes. De plus, certains principes fondamentaux du contrat social nord-coréen, notamment la gratuité des soins, ont presque disparu des discours officiels, alors qu'on observe parallèlement une offre de santé, devenue tacitement et officieusement payante (en espèces, en devise, *via* le troc ou par faveurs interposées), qui augmente très rapidement dans le pays. Le pays fonctionne de facto sous une forme d'économie mixte, principalement sous la tutelle de l'État. Mais ce dernier tolère certaines initiatives privées tant qu'elles n'empiètent pas sur la sphère politique.

Kim Jong-un semble avoir dû s'imposer assez brutalement dans les premiers mois de son « règne ». Même si la dynastie Kim semble bien installée, existe-t-il des factions au plus haut niveau de l'État pouvant remettre en cause cet ordre établi ?

C'est très difficile de le savoir, mais on peut le supposer. Il existe une unité de façade (mise en scène mais pas nécessairement artificielle) à tous les niveaux de la société nord-coréenne. Cependant, si vous parvenez à travailler suffisamment longtemps avec les Nord-Coréens dans leur pays, vous constatez rapidement que la société est très bureaucratique, avec l'existence de multiples points de friction entre les institutions civiles, militaires, du Parti ou du gouvernement. Il est facile d'imaginer que cette situation se répète aussi dans les hautes sphères du pouvoir, surtout du fait de la malléabilité de certaines politiques que le pouvoir fait évoluer en permanence.

Pour autant, je pense que l'idée d'un clan familial garant d'une certaine pureté idéologique tient du mythe. La Corée du Nord existe depuis près de 80 ans et elle n'est pas un accident historique. Les raisons structurelles qui ont permis le développement politique de la Corée du Nord s'imposent naturellement à l'ensemble de la population. Par ailleurs, les élites nord-coréennes sont

soumises aux mêmes lois sociologiques (reproduction sociale, volonté de conserver son statut privilégié) que dans les autres pays du monde. Si demain le cercle familial des Kim venait à disparaître, on assisterait probablement à certaines évolutions (l'histoire de la RPDC est d'ailleurs très riche en changements d'orientation politique de tous genres), mais je doute que l'ADN idéologique et politique du pays changerait fondamentalement.

Kim Yo-jong, la sœur de Kim Jong-un intrigue les observateurs. Elle semble toujours présente, mais en retrait. Sait-on quel rôle elle joue exactement ?

Elle intrigue beaucoup les observateurs en effet, et les Nord-Coréens l'ont bien compris ! Kim Yo-jong est souvent mise en avant par la propagande nord-coréenne pour porter une ligne dure à l'égard des États-Unis ou de [la Corée du Sud](#). Est-ce qu'elle tient vraiment cette ligne ? Impossible de le savoir vraiment. Comme je le signalais, Pyongyang est extrêmement doué pour exciter les cercles médiatiques étrangers en mettant en scène les sorties des plus hauts dirigeants. Cette tendance s'est renforcée depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, qui a médiatisé très tôt [son épouse](#), puis [sa sœur](#), et maintenant [sa fille](#), ce qui déclenche régulièrement des tonnes d'articles publiés dans la presse internationale.

Quelles sont les continuités du régime actuel avec ceux de Kim Il-sung et Kim Jong-il ?

Dans ses mémoires intitulées *À travers le siècle*, Kim Il-sung n'aborde pas le caractère filial de sa relation avec Kim Jong-il, mais il explique que la transition a été pensée pour éviter un scénario à la Staline-Khrouchtchev. Kim Il-sung ne veut pas que son héritage politique et économique soit défait par un « révisionniste », comme cela a été le cas pour Staline, qui est un modèle pour le premier dirigeant de la Corée du Nord. Et pourtant, plus on observe de près l'histoire économique nord-coréenne, plus le caractère fondamentalement flexible des politiques nord-coréennes apparaît. L'idée [d'effacer les distinctions entre les villes et les campagnes](#), obsession de Kim Il-sung dans les années 1960, retranscrite au sein de ses *Thèses sur la question rurale socialiste dans notre pays*, n'est clairement plus à l'ordre du jour. Plus spectaculaire, [le principe de la réunification de la péninsule coréenne](#), véritable « pierre de touche » de toute la politique étrangère nord-coréenne depuis 1945, est annulé, presque d'un claquement de doigts, par Kim Jong-un en décembre 2023. [Les exemples de ce type pourraient être multipliés dans tous les domaines](#). De fait, le pays est vraiment loin de l'image très doctrinaire et rigide qu'on peut en avoir.

Néanmoins, la quête d'indépendance à l'égard des puissances étrangères – hostiles comme les États-Unis et la Corée du Sud, ou censées être des alliés proches comme la Chine et la Russie – semble irriguer les choix politiques nord-coréens depuis Kim Il-sung. Le fameux « [Juche](#) », l'idéologie mise en place par Kim Il-sung qu'on peut traduire par « autosuffisance »/« autonomie »/« indépendance », n'a jamais interdit les relations avec l'étranger mais elle a toujours encouragé les Nord-Coréens à être très sensibles aux termes des échanges. [Cette attitude demeure toujours aujourd'hui](#).

L'obtention d'armes nucléaires semble également avoir été une quête du régime nord-coréen. Que sait-on du volume de l'arsenal nucléaire coréen et de la doctrine associée ? Les Nord-Coréens ont-ils les moyens de menacer les États-Unis ? Est-ce l'objectif final de leur entreprise nucléaire ?

Les estimations, évidemment très incertaines, gravitent entre 40 et 100 têtes. Concernant la doctrine, les Nord-Coréens ont invariablement présenté leur bombe atomique comme [une arme fondamentalement défensive](#). Elle représente l'ultime garantie de la souveraineté nord-coréenne face aux menaces d'autres États. Certes, ni les lecteurs du Rubicon, ni les Nord-Coréens n'ignorent que certains États peuvent s'émouvoir du développement des programmes balistiques et nucléaires nord-coréens, même s'ils sont présentés comme défensifs. Ces programmes ont pu, par le passé, servir de ressources diplomatiques et jouer un rôle de jeton de négociation dans le cadre de pourparlers. Si cela a pu être le cas dans les années 1990 et 2000, « *that ship has sailed* ». Les programmes nord-coréens sont désormais techniquement matures. Par ailleurs, lorsque Donald Trump a [abruptement suspendu les négociations à Hanoi](#) après que Kim Jong-un ait demandé la suppression des sanctions – admettant donc qu'elles constituaient une gêne – a sans doute beaucoup humilié le leader nord-coréen, rentré bredouille à Pyongyang. On imagine difficilement pourquoi Kim Jong-un voudrait se soumettre à un nouveau cycle de discussions sans de très improbables garanties de la part des États-Unis. Sauf tremblement de terre géopolitique peu envisageable, aucun chemin réaliste ne mène aujourd'hui vers une dénucléarisation de la Corée du Nord.

Peut-on estimer le rôle que tiennent les Nord-Coréens dans la prolifération nucléaire et balistique dans le monde ?

Des cas plutôt anciens ont existé à ce sujet. Les Nord-Coréens ont construit un [réacteur nucléaire en Syrie, détruit par Israël en 2007](#). Pyongyang aurait aussi [fourni de l'hexafluorure d'uranium à la Libye](#) au début des années 2000. Reste enfin la collaboration trilatérale avec l'Iran et le Pakistan qui date des années du fameux docteur Khan. Les premiers missiles balistiques iraniens et pakistanais étaient ainsi des [adaptations des missiles No-Dong nord-coréens](#). Depuis les années Covid, le réseau diplomatique et commercial nord-coréen s'est néanmoins replié essentiellement sur l'Asie, et même principalement sur la Russie, et semble être plus actif dans le domaine des armes conventionnelles que balistiques ou nucléaires.

À l'inverse, sur quels aspects le régime de Kim Jong-un tranche-t-il avec celui de ses prédécesseurs ?

Kim Jong-un est jeune et est associé à l'émergence d'une culture de loisir en Corée du Nord, avec, par exemple, l'ouverture de parcs d'attractions, la possibilité de passer des vacances gratuites dans des *resorts* pharaoniques, l'apparition de biens de consommation courante (baskets, sacs, rollers, jeux vidéo, portables, applications de loisirs). Certaines phrases (« ne plus se

serrer la ceinture ») et images choc ([Kim Jong-un en larmes, en train de s'excuser de certains échecs de sa politique de développement](#)) ont, je pense, vraiment marqué les Nord-Coréens. Elles tranchent avec le style de Kim Jong-il, beaucoup plus austère et dirigiste.

Quand j'enseignais en Corée du Nord, les différentes générations de leadership étaient très souvent évoquées dans les conversations. S'il était évidemment inenvisageable de comparer les différents leaders lors de ces échanges, je ressentais toujours du respect pour Kim Il-sung et Kim Jong-il, et plutôt une forme d'enthousiasme pour Kim Jong-un. Ce n'est pas étonnant de la part d'un public jeune et privilégié, mais je n'ai pas souvenir de réactions équivalentes chez mes collègues plus âgés par exemple.

Par ailleurs, même si le culte de la personnalité de la famille Kim reste démesuré, celui pour Kim Jong-un est beaucoup plus en retrait que pour son père ou son grand-père. Leurs portraits se trouvent d'ailleurs dans presque chaque pièce des habitats de RPDC, et leurs statues sont présentes dans chaque grande ville. Kim Jong-un n'a évidemment pas rompu avec le culte de la personnalité comme levier de gouvernance, mais il en a mis de côté les aspects les plus grotesques et délirants.

Enfin, il semblerait que Kim Jong-un écrive peu, à la grande différence des générations précédentes du leadership nord-coréen. Il privilégie l'image, la mise en scène et surtout les résultats économiques pour asseoir sa légitimité politique.

Justement, comment l'économie tient-elle ?

L'économie nord-coréenne ne « tient » pas ni ne « survit », comme on le disait encore il y a quelques années. Tous les éléments dont on dispose montrent un développement économique prenant la forme d'un « zigzag ascendant » depuis le début des années 2000. [Une envolée très spectaculaire est à noter depuis 2023](#), directement liée à la participation de Pyongyang à la guerre en Ukraine et au renouveau des relations russo-nord-coréennes qui en résulte.

Le développement économique depuis le début du siècle s'explique par trois faisceaux de facteurs : tout d'abord, la résistance de l'économie nord-coréenne est pensée dès les années 1950 comme le principal pilier de l'indépendance politique du pays. La Corée du Nord produit des biens chers, non compétitifs sur les marchés internationaux (à quelques exceptions près) et souvent de mauvaise qualité. Cependant, [elle peut produire une vaste gamme de biens](#), s'étendant du cure-dent aux bombes atomiques ou aux satellites. Le chercheur japonais Mitsuhiro Mimura a trouvé l'expression parfaite pour décrire cette capacité unique en évoquant la Corée du Nord comme [« le plus pauvre des pays développés »](#).

Le deuxième faisceau de facteurs tient aux réformes économiques mises en œuvre dans les années 2000. Leur objectif est de faciliter les investissements et le commerce avec la Chine, mais aussi de tolérer un « capitalisme par le bas », que la population nord-coréenne a mis en œuvre spontanément durant [la famine des années 1990](#) pour survivre.

Enfin, plus récemment, l'invasion de l'Ukraine a constitué une « divine surprise » pour la RPDC. Elle a suscité une demande pour le seul bien à forte valeur ajoutée que la Corée du Nord produit en masse : des armes et des munitions. Si la modalité des échanges entre la Corée du Nord et la Russie n'est pas connue, il est cependant très probable que Pyongyang bénéficie des devises et du pétrole russes (deux intrants qui manquaient cruellement à son économie), et de transferts de technologie. À terme, ces transferts devraient permettre de transformer l'appareil de production nord-coréen.

Les sanctions pleuvent régulièrement sur la Corée du Nord, mais leurs effets semblent peu efficaces. A-t-elle développé une expertise pour les contourner ?

Oui, les Nord-Coréens sont excellents pour contourner les sanctions, pour la simple et bonne raison que la RPDC est [sous sanctions unilatérales depuis 1950 et multilatérales depuis 2006](#). On ne parle pas d'un réseau de criminels opérant dans l'ombre : les diverses catégories d'acteurs nord-coréens impliqués dans le contournement des sanctions sont guidées, appuyées et protégées par l'État nord-coréen, qui possède la mainmise sur le commerce extérieur, légal ou non.

Cependant, cette adaptabilité, bien documentée dans les [rapports du Panel du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la RPDC](#), n'est pas le facteur principal expliquant l'inefficacité des sanctions. Le paradoxe est que la communauté internationale parie sur un régime de sanctions commerciales à l'égard d'un pays avec lequel elle ne fait pas de commerce. Les deux seuls partenaires économiques de la RPDC, la Chine et la Russie, sont eux-mêmes soit sanctionnés, soit impliqués dans des différends les rendant circonspects sur la mise en œuvre de ces sanctions. Ajoutons que la Chine considère que la RPDC dispose d'un réel potentiel économique, et que la Russie la voit désormais comme un allié stratégique. Dans ces conditions, le contournement des sanctions est plus aisé. Il suffit à ces partenaires commerciaux de simplement ignorer les mesures de sanction ou d'ajouter une étiquette « Made in China » avant de réexporter ces biens nord-coréens vers les marchés mondiaux.

Quel rôle l'armée tient-elle dans cette nouvelle configuration ?

Il est très difficile de saisir la dynamique du modèle traditionnel État-Parti-Armée. Les médias nord-coréens sont moins obsédés par la chose militaire qu'à l'époque de Kim Jong-il, dont le concept signature de [Songun, « l'armée d'abord »](#) a quasiment disparu des textes officiels récents. Pour autant, il serait très hasardeux d'en déduire le rôle véritable de l'armée comme institution dans les cercles de pouvoir.

Les soldats nord-coréens interviennent donc en Ukraine aux côtés des troupes russes. Ils s'aguerrissent sans aucun doute, ne serait-ce qu'en se confrontant à la menace des drones. Doit-on craindre une montée en gamme dangereuse de l'armée nord-coréenne qui pourrait bouleverser à terme l'équilibre dans la péninsule ?

Un lien chronologique presque direct existe entre la participation à la guerre en Ukraine et le développement d'une capacité de production de drone en Corée du Nord (de manière surprenante, des copies de drones israéliens). En déduire à partir de là des velléités offensives vis-à-vis de la Corée du Sud semble un peu excessif à mon sens. Des attaques de drones entre les deux Corées ne sont évidemment pas un scénario impossible. Après tout, l'ancien président sud-coréen Yoon Suk-yeol a décidé d'en mener avant de tenter de faire passer [la loi martiale en Corée du Sud](#) en décembre 2024. Les drones pourraient servir pour provoquer ou tester l'adversaire tout en limitant le risque de voir un conflit de grande ampleur éclater dans la péninsule. Finalement, que Pyongyang maîtrise la technologie des drones ne change pas fondamentalement les équilibres stratégiques locaux. Les Nord-Coréens savent que si un conflit venait à éclater entre le Nord et le Sud, ils pourraient connaître de fortes désillusions à court ou à moyen terme, même si une probable régionalisation ou même mondialisation du conflit rend les choses très incertaines.

La société nord-coréenne est constituée de « castes ». Existe-t-il un moyen de s'élever dans la société ?

Je suis assez agnostique sur l'influence de ces fameuses « castes » nord-coréennes, qu'on appelle le [Songbun](#). Elles sont parfois décrites comme une réalité sociologique (certaines pesanteurs, certains déterminismes empêchant l'accession aux échelons sociaux supérieurs), et parfois comme une réalité administrative (avoir un mauvais *Songbun*, souvent hérité, interdirait l'accès à certains rôles sociaux ou emplois).

Reste que la RPDC demeure un État de surveillance généralisée et qu'être le frère ou le fils d'un défecteur, d'un criminel ou d'un dissident n'est pas sans conséquences directes et indirectes pour votre avenir. Cela peut aller de la mise en place d'un plafond de verre social à de longues peines d'internement dans des conditions tragiques, comme [la Mission d'enquête de l'ONU à Séoul](#) le rappelle fréquemment.

Pour autant, certaines formes de mobilités sociales ascendantes semblent exister. La perspective de quitter la campagne ou la ville moyenne pour Pyongyang est, par exemple, un des principaux leviers du pouvoir nord-coréen actuel pour récompenser artistes, ingénieurs et chercheurs considérés comme particulièrement méritants. L'argent, et notamment l'accès aux devises étrangères, joue aussi un rôle important pour contourner presque intégralement les structures sociétales mises en place par l'État nord-coréen (logements privilégiés, places à l'université, etc.). Ces procédés ne concernent cependant que 1% de l'élite du pays.

Quels moyens coercitifs sont employés pour tenir la population ?

La RPDC mobilise les grands principes des régimes autoritaires : culte de la personnalité, contraintes sur les libertés individuelles, répression, arrestations arbitraires, exécutions, etc. Ces méthodes ont des limites et les gouvernants nord-coréens l'ont très bien compris (évidemment sans y renoncer, comme le montre [le dernier rapport de la Commission d'enquête de l'ONU](#)). La promesse de la mobilité sociale (qui peut éventuellement passer par des postes à l'étranger, très rémunérateurs), le clientélisme local (cadres du Parti des régions frontalières qui ferment les yeux sur certains trafics irriguant les économies locales) et la mise en œuvre d'une véritable politique du loisir pour presque toutes les catégories de population dite « méritantes » jouent désormais un rôle qui complète les méthodes autoritaires. Il s'agit bien d'intégrer les populations aux projets politiques portés par l'élite.

Évoquons maintenant les aspects plus internationaux. En 2026, comme vous l'avez évoqué, la Corée du Nord modifie sa constitution en retirant toute mention de réunification avec la Corée du Sud. Quel est le sens de cette décision ?

Cette décision a pris tout le monde de court. C'est un renversement spectaculaire de toute la politique étrangère nord-coréenne depuis les années 1950. Je pensais initialement qu'il s'agissait de signaler à Séoul ou Washington que la RPDC s'apprêtait à couper tous les ponts et donc les inciter à faire un pas diplomatique. Mais la conduite de Pyongyang a été particulièrement radicale. Une politique de *damnatio memoriae* a été mise en œuvre, menant jusqu'à la destruction de monuments liés à la réunification ou au choix de nouveaux noms pour désigner des lieux de Pyongyang ou de la province qui évoquaient une perspective de réunification.

La position de Pyongyang reste ambiguë. Le discours officiel visait à présenter l'entièreté de la péninsule comme le territoire de la RPDC. La partie sud était occupée par les États-Unis, ce qui conférait au gouvernement sud-coréen un simple rôle de relais local. La position sud-coréenne est paradoxalement assez proche ; Séoul considère toujours l'intégralité de la péninsule comme faisant partie de la République de Corée.

Faut-il en déduire que Pyongyang renonce à ses revendications territoriales sur le Sud de la péninsule ? Que la RPDC reconnaît la coexistence de deux gouvernements coréens distincts ? Il semblerait que Pyongyang joue de l'ambiguïté à ce sujet, mais deux analyses opposées émergent : soit, échaudée par des cycles de négociations inutiles et inefficaces, la RPDC vient de tirer un trait sur toute discussion avec un Sud dont le pouvoir de négociation est grandement limité par l'alliance avec les États-Unis ; soit, au

contraire, la fin de la revendication territoriale sur le Sud pourrait ouvrir à une reconnaissance diplomatique mutuelle des deux Corées, même si c'est une perspective hautement improbable à court et moyen terme.

La Corée du Sud elle-même veut-elle de la réunification ?

Cela dépend de quelle Corée du Sud on parle ! Une certaine frange vieillissante de la droite coréenne n'a pas renoncé au vieux rêve d'une réunification qui ferait suite à l'écroulement du Nord, que ce soit par l'usage de la force, par le résultat des sanctions ou par un mélange des deux. La jeunesse, à l'exception des milieux militants, se désintéresse progressivement de cette question de la réunification. L'identification possible entre les populations nord et sud-coréennes est désormais rendue presque impossible par des lois interdisant tout contact entre habitants des deux côtés de la zone démilitarisée (DMZ). Les contribuables sud-coréens redoutent une unification dont la facture serait très lourde pour les finances publiques du Sud, tandis que les milieux d'affaires pourraient se réjouir d'un rapprochement permettant aux entreprises sud-coréennes de profiter d'une main-d'œuvre nord-coréenne, docile, éduquée et très peu onéreuse.

La Corée du Nord a toujours su tirer parti de la rivalité entre la Chine et l'URSS ou la Russie pour faire valoir ses intérêts. Sommes-nous dans la même situation aujourd'hui ? Quels avantages retire-t-elle de son rapprochement avec Moscou ?

Je pense que nous sommes exactement dans une situation similaire, ce qui renvoie à votre question sur les permanences nord-coréennes. Savoir jouer ses alliés les uns contre les autres constitue le cœur de sa politique d'indépendance. Un élément tout récent confirme cette idée. Lors de la deuxième vague d'investissements chinois en RPDC, la Chine avait financé la construction d'un gigantesque pont transfrontalier pour faciliter les échanges. Il fut achevé en 2011. Insatisfaite des termes de l'échange imposés par Pékin, la RPDC n'a jamais daigné connecter ce pont à son réseau routier, et le pont est resté planté dans un champ nord-coréen pendant 15 ans. Pyongyang a enfin pris la peine d'effectuer la jonction avec le réseau de transport local en septembre dernier, quelques jours seulement après l'inauguration d'un autre pont transfrontalier, construit et financé cette fois par la Russie. [Ce pont relie la Corée du Nord avec la Sibérie](#) et alimente l'augmentation spectaculaire des échanges bilatéraux. Je pense que Pékin et Moscou ont très bien compris le message !

La visite au mois de juin du président Xi Jinping à Pyongyang s'inscrit donc dans cette logique d'équilibre entre la Chine et la Russie ?

Tout à fait. Quand on pense qu'en 2016, Kim Jong-un parlait des [« vents pourris de la réforme et de l'ouverture qui soufflent dans notre voisinage »](#) et que Pékin votait la même année des sanctions au sein du Conseil de Sécurité, on mesure le chemin parcouru. [Cette visite](#) admet de manière tacite l'échec de la stratégie de pression mise en œuvre pour faire fléchir la RPDC, que ce soit sur les questions militaires au niveau international ou sur les questions politiques et économiques pour Pékin. La visite résulte aussi du fait que les Chinois ont pris conscience que les prochaines décennies s'accompagneront sans doute de plus grandes tensions avec l'Occident. Il est plus sage – et simple – de se rapprocher de la RPDC telle qu'elle est aujourd'hui que de laisser pourrir la relation en espérant qu'elle change ou qu'elle devienne une quasi-province chinoise.

Que reste-t-il de la séquence de rapprochement entre le Président Trump et Kim Jong-un en 2018 ? Connaîtra-t-on une nouvelle séquence de ce type sous Trump II ?

C'est à mon sens extrêmement improbable. D'abord parce que les Nord-Coréens ont été incroyablement humiliés à Hanoi, mais aussi parce que le monde de 2018-2019 n'existe plus. La Corée du Nord a fermé ses frontières avec l'étranger pendant presque trois ans (allant bien au-delà des attentes du régime de sanctions onusien, ce qui en dit long sur ses insuffisances) sans que cela ne semble trop perturber son économie. Elle jouit par ailleurs d'une relation sans doute plus étroite avec la Russie aujourd'hui qu'elle ne l'a été à certaines périodes de l'histoire soviétique. Cet état de fait confère à Pyongyang un levier de premier choix pour attirer la Chine et obtenir divers traitements de faveur. Par ailleurs, après l'invasion américaine du Vénézuéla et ce qui s'apparente à une ingérence néocoloniale transparente, il est très difficile d'imaginer la RPDC revenir à la table des négociations. Enfin, alors que Pyongyang est aujourd'hui très clairement en position de force, qu'est-ce que Donald Trump pourrait offrir de manière réaliste pour séduire la Corée du Nord ?

Crédits image : Théo Clément.

— — — — —

Entretien réalisé par Jean-Christophe Noël

Théo Clément est docteur en Sciences politiques et en économie de l'Asie orientale, chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales et spécialiste du développement économique de la Corée du Nord. Il enseigne dans plusieurs universités françaises et étrangères (Sciences Po, Inalco, Paris 7), dont l'Université des Sciences et de la Technologie de Pyongyang dans laquelle il est Adjunct Assistant Professor depuis 2015. Il est spécialiste du développement économique de la Corée du Nord et ses recherches doctorales ont porté sur la géoéconomie des relations sino-nord-coréennes.

Comment citer cette publication

« Théo Clément : "Pourquoi les Nord-Coréens conservent-ils, de manière paradoxale, une culture du secret tout en ayant une insatiable curiosité pour les pratiques étrangères ?" », entretien réalisé par Jean-Christophe Noël, *Le Rubicon*, vol. 6, 23 octobre 2026 [<https://lerubicon.org/theo-clement-pourquoi-les-nord-coreens-conservent-ils-de-maniere-paradoxale-une-culture-du-secret-tout-en-ayant-une-insatiable-curiosite-pour-les-pratiques-etrangees/>].